

Réunion Chefs de cour
Jeudi 27 janvier 2011

Mesdames et Messieurs les chefs de cour,

Je vous **remercie d'avoir accepté mon invitation**, afin que l'on puisse évoquer ensemble les nombreuses questions qui touchent à l'organisation et au fonctionnement des juridictions et vous intéressent donc au premier chef.

En ce début d'année 2011, les audiences de rentrée se succèdent : c'est un moment fort de la vie des cours et tribunaux, le temps des bilans de l'année écoulée et le moment de fixer les lignes directrices pour celle à venir.

Je dois dire, car j'ai assisté à l'invite des chefs de cour et de juridiction à certaines de ces audiences et je me suis tenu informé aussi, que l'expression a souvent été critique sur l'année 2010 et la situation actuelle, et très pessimiste sur l'avenir, qu'il s'agisse de l'institution mais également de la situation des juridictions, en termes de **ressources humaines** ou de **crédits de fonctionnement** : Je ne nie pas les difficultés et les besoins des cours. Je connais aussi vos difficultés et je vous remercie de les assumer au quotidien : je mettrai donc tout en œuvre pour vous aider à les régler.

Toutefois, vous me permettrez de souligner le décalage qui existe parfois entre cette expression publique et les retours que vous avez pu me faire, ou à mes services, sur l'année écoulée. Chacun ici a bien conscience de la nécessité de renforcer encore les moyens des juridictions, et vous avez mon plein engagement sur ce point ; mais je ne voudrais pas que nous nous arrêtons à ce qui ne va pas, en noircissant même quelque fois trop le tableau.

Il est un temps aussi **pour les discours de mobilisation qui valorisent les résultats et tracent les perspectives d'avenir**. Tel est aussi votre rôle et votre responsabilité, Mesdames, Messieurs les chefs de cours, celui de fédérer les énergies pour poursuivre les chantiers en cours et engager ceux qui sont à venir. Quelle image voulons-nous donner de la Justice ? Sûrement pas celle d'une justice indigente, incapable de répondre aux besoins du justiciable. La Justice fonctionne mieux, la Justice se modernise, et ce grâce au professionnalisme de chacun - magistrats, greffiers, fonctionnaires.

Reconnaissons que **la Justice est l'un des seuls programmes qui, dans le budget de l'Etat, a connu une progression constante de ses moyens.** En particulier cette année avec la création de 399 postes de greffiers. Et, que des sommes considérables ont été investies ces dernières années pour rénover et moderniser les locaux, doter les juridictions de moyens modernes, accompagner les réformes au profit de nos concitoyens.

Soyons conscients aussi de nos atouts et de nos réussites. Et je veux vous dire toute **ma reconnaissance pour le travail accompli** tout au long de l'année 2010. Les résultats sont là.

I. Votre implication a permis l'aboutissement d'importants chantiers, dans les meilleures conditions possibles. Je vous remercie pour votre investissement et votre grand sens des responsabilités pour accompagner les magistrats, greffiers et fonctionnaires des juridictions concernées, notamment dans la mise en œuvre de la réforme de la carte judiciaire.

1. La **nouvelle carte judiciaire** a été mise en place dans des conditions favorables, malgré les résistances et les difficultés, notamment pour les personnels concernés. Le programme immobilier sans précédent qui a accompagné cette réforme, plus de 450 opérations, est toujours en cours.

Je sais pouvoir compter sur vous pour poursuivre les efforts et l'accompagnement encore indispensable à la concrétisation de cette réforme d'envergure

2. Plusieurs autres avancées ont été conduites avec succès en matière de modernisation informatique. Je salue votre mobilisation pour **l'implantation du logiciel Cassiopée** qui est désormais opérationnel dans 135 TGI, sur 159. Son déploiement sera achevé en 2011, excepté pour le TGI de Paris (2012).

Les juridictions poursuivent leur modernisation en termes de numérisation et dématérialisation des procédures. La **communication électronique en matière civile sera obligatoire pour la procédure d'appel au 31 mars prochain**, ce qui nécessite encore des efforts partagés par les cours, les avoués et les avocats. Je vous demande d'être offensifs sur cette question et de veiller à ce que les engagements des uns et des autres puissent être tenus.

3. Je souhaite aussi saluer votre engagement pour le **recensement des scellés sensibles** que vous avez effectué courant 2010. Mais, il y a désormais lieu de passer à l'action et de mettre en place les différentes procédures détaillées par la Direction des services judiciaires, afin de rationaliser la gestion des scellés et éviter les écueils que nous avons pu rencontrer.

II. Si les avancées sont importantes, vous le savez, **j'attends que nous poursuivions nos efforts en 2011, voire que nous les renforçons afin de répondre aux objectifs de cette année.**

1. Cela suppose **de la méthode et une fluidité de nos échanges**.

je veux insister sur l'importance de faire remonter très régulièrement les difficultés, faute de quoi notre intervention à vos côtés ne pourra porter pleinement ses fruits ; la collecte et la transmission des informations aussi rapidement que possible est indispensable pour que nous puissions répondre aux besoins des juridictions, et déployer les moyens adaptés.

Or trop souvent les réponses et informations que nous attendons de votre part sont trop tardives, imprécises ou incomplètes. J'attends de vous une attention toute particulière sur ces remontées d'informations, qui conditionnent une vision partagée de la situation de nos juridictions.

2. Quels sont nos objectifs en 2011 ?

- Les juridictions, sous votre impulsion et avec l'appui de la Chancellerie, ont opéré de véritables progrès en matière de **gestion budgétaire**, en intégrant la notion de performance introduite par la LOLF. Nous devons poursuivre dans la voie de cette gestion rationalisée des moyens et toujours mieux optimiser les dépenses, l'attention doit être notamment maintenue sur la maîtrise des **frais de justice**.

- J'attire votre attention sur votre rôle en matière de « **management** » et sur l'importance d'une gestion efficace des ressources humaines au sein des juridictions. J'ai besoin de vous pour valoriser les ressources humaines.

Les outils à votre disposition doivent être pleinement utilisés, **l'évaluation professionnelle** notamment qui restait souvent trop « lissée », et qui a été profondément

revue à l'issue des travaux du groupe de travail monté en 2010. Les nouvelles grilles d'évaluation, qu'il vous faut investir, doivent permettre de **valoriser les parcours et les compétences** mais aussi de mieux prendre en charge ceux qui rencontrent des difficultés professionnelles ponctuelles ou persistantes.

Alors qu'est entrée en vigueur la **réforme du CSM**, qui pourra désormais être saisi directement par les justiciables je veux insister sur l'importance de détecter, en amont, les situations qui peuvent poser problèmes (déontologie, discipline...).

Gérer au mieux les ressources humaines, c'est aussi valoriser les meilleurs des magistrats, détecter les potentiels, les accompagner dans leur parcours professionnel, dès les premières années de fonction. Vous l'avez fait en participant à la sélection des candidats au **Cycle Supérieur d'Administration de la Justice** qui a été lancé cette année. Je souhaite que cette **association active des chefs de cour**, à travers notamment les **conférences de gestion des ressources humaines** organisées par la Direction des services judiciaires, se poursuive.

Cela doit également se traduire par une **vraie modulation de la prime modulable attribuée aux magistrats**. Comme vous le savez, une revalorisation du dispositif indemnitaire des magistrats est en cours de finalisation puisque 3,3 M€ ont été prévus dans la loi de finances pour 2011. Cette revalorisation passera par une augmentation du taux de prime moyen, et je compte donc sur vous pour moduler comme il se doit afin que les magistrats les plus investis puissent être justement récompensés pour leurs efforts.

III. De nouveaux chantiers bien sûr nous attendent en 2011 ; nous les relèverons ensemble.

Certains chantiers doivent être conduits en priorité cette année ; j'attends que nous mettions tous nos efforts dans leur aboutissement, et vous pouvez compter sur mon engagement à vos côtés pour mobiliser tous les moyens nécessaires (humains et financiers) pour y parvenir ; car toute tâche nouvelle doit être accompagnée de moyens nouveaux ou, a minima, d'un redéploiement des moyens.

Quels sont ces défis ?

1. Deux réformes d'envergure doivent aboutir cette année : la **réforme de la garde à vue et la mise en place des jurés populaires en correctionnelle**. Ces textes impliqueront aussi des changements dans l'organisation et le fonctionnement des juridictions. Je sais pouvoir compter sur votre implication pour assurer le succès de leur mise en œuvre ; nous devons investir pleinement ces réformes qui marquent des avancées pour nos concitoyens. **Mais nous y reviendrons, très certainement, dans les échanges que nous aurons d'ici quelques instants.**

2. Une priorité sera au cœur de notre action : l'exécution effective des peines, leur stock est bien trop élevé. Je mettrai en place dès ce début d'année un vaste plan d'apurement des peines d'emprisonnement fermes en attente d'exécution. **Seront en particulier visées les 14 juridictions ayant le stock le plus important de peines non-exécutées.**

- Des **contrats d'objectifs** seront conclus avec ces juridictions, dès le mois prochain, et assortis de moyens dédiés. Dans les juridictions concernées, nous pourvoirons prioritairement les postes de magistrats du parquet, de l'application des peines et de fonctionnaires vacants ; des vacataires seront également fléchés pour contribuer à la résorption des stocks.

- La **réserve judiciaire**, créée par la loi de finances pour 2011, permettra également de renforcer les effectifs, pour la réalisation de ces objectifs en matière d'exécution des peines, et de manière plus générale pour assurer une aide aux magistrats et fonctionnaires en fonction.

2. D'autres chantiers s'ouvrent à nous en 2011, qui supposent de porter une attention toute particulière à **l'organisation des juridictions et vous placent donc au cœur des dispositifs** : la réforme de la **médecine légale**, la réforme de l'hospitalisation d'office, les **transferts de charges entre le ministère de l'Intérieur et la Chancellerie**.

- La médecine légale tout d'abord :

Le nouveau schéma d'organisation de la médecine légale sur l'ensemble du territoire national est mis en œuvre depuis le 15 janvier. L'objectif est de rationaliser et d'homogénéiser les pratiques, d'assurer une meilleure qualité de la médecine légale et de pérenniser son financement. **Je vous demande d'être particulièrement vigilants** afin que ce dispositif soit mis en œuvre localement dans les meilleures conditions possibles et de me faire remonter les difficultés, afin que nous puissions apporter ensemble des

réponses communes aux interrogations et résistances que cette réforme ne manquera pas d'engendrer.

- A compter du 1^{er} août prochain, les JLD contrôleront **les hospitalisations complètes des personnes atteintes de troubles mentaux**. J'appelle votre attention sur cette réforme qui, apportant de nouvelles garanties pour le respect des libertés individuelles, aura aussi un impact sur l'organisation de vos juridictions, impact qu'il nous faut anticiper.

- Les **transferts de mission de l'Intérieur vers la Justice** ensuite (sécurisation des palais, police des audiences, transfèrements judiciaires) :

Un protocole a été signé entre les ministères de la Justice et de l'Intérieur sur la sécurisation des juridictions judiciaires et la police des audiences qui prévoit notamment le recrutement des réservistes de la police ou de la gendarmerie afin d'assurer la sécurisation des sites. Il vous appartient désormais de le décliner localement en veillant à ce que les accords prévus au niveau national soient scrupuleusement respectés. Je rappelle par exemple que les policiers et gendarmes continueront à assurer la police des audiences des procès d'assises, comparutions immédiates et de l'ensemble des procès dits sensibles par nature ou présentant des risques de troubles à l'ordre public.

Par ailleurs un vaste **plan de sécurisation des juridictions sera mis en œuvre en 2011 avec** 164 sites judiciaires équipés de vidéo-protection et l'installation du logiciel d'alerte silencieuse EMMA.

S'agissant des **transfèrements judiciaires**, la réussite de cette nouvelle mission nécessite que l'ensemble des services de ce ministère se mobilise et se mette en capacité de gérer cette mutation. J'attends de vous un travail important de collaboration avec l'administration pénitentiaire afin de mieux organiser la présence des personnes détenues au sein des juridictions

3. Afin d'anticiper vos questions, quelques mots sur les moyens des juridictions, en particulier sur les effectifs. Comme vous le savez, nous avons obtenus des créations de postes qui ont été principalement ciblées sur les services judiciaires, avec le recrutement de 399 postes de greffiers supplémentaires. Mais comme vous le savez aussi, compte

tenu de la durée de formation, ces greffiers n'arriveront dans les juridictions que dans plusieurs mois. Je compte sur vous, jusqu'à ces prochaines échéances, pour gérer les situations des greffes que je sais dans des situations extrêmement tendues.

Sur les magistrats, vous savez aussi que le budget 2011 induit la suppression d'une cinquantaine de postes, auxquels viennent s'ajouter les redéploiements nécessaires à la mise en œuvre de la départementalisation de Mayotte et le renforcement des juridictions guyanaïses.

Or à l'issue des dialogues de gestion, la Direction des services judiciaires a comptabilisé une demande totale émanant des cours de 156 postes supplémentaires !

Mesdames et messieurs les chefs de cour, soyez responsables et raisonnables !

Travaillons ensemble pour une meilleure adéquation des moyens et une rationalisation des tâches des magistrats et des fonctionnaires. Un groupe de travail sur l'évaluation de la charge de travail des magistrats va à cet égard être mis en place dans les tous prochains jours afin que l'on puisse avoir un véritable référentiel sur ces questions que je sais très sensibles.

*

* *

Mesdames, Messieurs,

Vous le voyez les défis de cette nouvelle année ne sont pas moindres que ceux de 2010, je sais pouvoir compter sur votre implication pour exercer l'ensemble de vos missions avec responsabilité ; vous pouvez compter sur mon engagement, et celui des services de la Chancellerie, à vos côtés pour relever l'ensemble de ces défis.

Je suis à l'écoute de vos observations et que s'ouvrent maintenant nos échanges.